

Sciences des organisations, mention Droit, parcours Droit des affaires. Finalité professionnelle.

RNCP21010 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	345t, 120, 128g
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université Paris-Dauphine

<http://www.dauphine.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Les titulaires du master sont des juristes professionnels d'affaires aptes à appréhender les différentes branches du droit des affaires, tant privé que public. Leur expertise est centrée sur le traitement des problématiques juridiques posées, dans la vie des affaires et dans le domaine économique, aux entreprises, institutions publiques et privées à objet économique, dans la fonction de consultation comme dans la fonction contentieuse.

Leurs activités sont d'abord des activités d'avocat d'affaires.

Au sein des entreprises, institutions publiques et privées, ils occupent des fonctions d'expert juridique.

Le titulaire du master peut exercer une fonction généraliste ou se spécialiser : dans le domaine du droit des sociétés, du droit public des affaires, de la régulation, de la concurrence, des contrats d'affaires internes et internationaux, de la protection de la propriété industrielle, du financement et de la fiscalité des entreprises, du droit européen ou international de la concurrence, en intégrant, selon les différentes branches, la dimension communautaire et internationale.

Ses missions sont les suivantes :

- Optimiser les règles juridiques et fiscales
- Mettre en place des processus de gestion des risques juridiques et fiscaux, de contrôle des documents à portée juridique
- Assurer la faisabilité juridique des différents projets de l'institution dans le respect du droit positif pertinent et la conformité légale
- Rédiger et exécuter les contrats et actes juridiques nécessaires
- Gérer les contentieux, proposer et élaborer des stratégies de négociation
- Accompagner les projets de développement de l'entreprise en s'appuyant sur sa connaissance des réglementations et de la jurisprudence
- Assurer une veille juridique et fiscale interne, communautaire et internationale

- Piloter les relations de l'entreprise avec l'administration : contrats publics d'affaires, autorisations, contrôles, précontentieux.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales :

- Maîtriser les concepts fondamentaux de la discipline
- Mettre en pratique les méthodes d'analyse et utiliser les outils du champ disciplinaire
- Savoir faire une recherche documentaire et utiliser les sources à bon escient, être capable d'en faire une synthèse tout en développant un esprit critique. Réaliser une veille environnementale dans son champ d'activité
- Construire et rechercher des données fiables, savoir les interpréter et les analyser afin de mettre en place des procédures d'évaluation
- Rédiger et présenter oralement un travail élaboré sur une problématique complexe
- Communiquer dans une langue étrangère et notamment en anglais
- Maîtriser les méthodes et outils informatiques et de communication usuels.

Compétences pré-professionnelles :

- Conduire un projet (conception, pilotage, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion)
- Travailler en autonomie et en équipe, s'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels
- Comprendre les enjeux et problématiques des différentes parties prenantes de l'organisation pour être force de proposition et de dialogue
- Coordonner et animer une équipe
- Développer son réseau professionnel

Compétences métier :

- Maîtrise du droit positif pertinent et de ses évolutions
- Maîtrise du raisonnement juridique en droit privé et public des affaires
- Maîtrise de la fonction contentieuse
- Bonne connaissance de la gestion privée et de la gestion publique, y compris dans ses aspects comptables, financiers, économiques
- Sens de l'éthique et respect de la déontologie

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Cabinets d'avocats d'affaires, Entreprises publiques et privées, institutions publiques et privées à fonction économique

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Avocats (sur concours), juristes d'affaires

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

La quasi-totalité des diplômés est appelée à obtenir le certificat d'aptitude au barreau

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)

Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Jury désigné par le Président de l'Université, présidé par un professeur ou un Maître de conférences des Universités et comprenant le responsable de la formation, des enseignants...

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

idem

COMPOSITION DU JURY — VAE

Majorité d'enseignants-chercheurs, ainsi que des personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.droitdesaffaires.dauphine.fr/fr.html>

<http://www.dauphine.fr>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/21010/>